

Dialogue social européen et Covid-19

Quelles réponses sectorielles à la crise sanitaire, économique et sociale ?

Cycle de débats avec les partenaires sociaux européens

Briefing Note

Introduction

La pandémie de la COVID-19 a eu des effets sans précédent autant sur la vie des individus que sur l'économie et le marché du travail.

De février à mai 2020, la quasi-totalité des pays européens ont mis en place un confinement généralisé des citoyens ainsi que des réglementations d'urgence visant à ralentir la propagation du virus. Si, avec le déconfinement, la liberté de mouvement des personnes et des marchandises a été restaurée, au moins à l'intérieur de l'UE, certaines mesures sanitaires, comme la distanciation physique ou le port du masque dans les espaces collectifs, continuent à s'appliquer presque partout sur le continent.

Les mesures sanitaires, nécessaires pour contrôler la propagation du virus, appliquées depuis le mois de février, ont entraîné l'hibernation d'une grande partie de l'économie pendant plusieurs mois. Les secteurs les plus impactés ont été en premier lieu ceux dont le travail nécessite un contact direct avec le client ainsi que ceux qui n'étaient pas considérés comme essentiels. Alors que certains secteurs ont pu continuer leur activités grâce au télétravail, d'autres ont dû adapter ou réorienter leur production et leurs services¹.

Durant la période estivale, la COVID-19 a continué de se répandre dans le monde et, en Europe, les institutions craignent une deuxième vague de contamination suite à la reprise des voyages et des échanges avec des pays extra UE et d'autres régions du monde actuellement plus touchées.

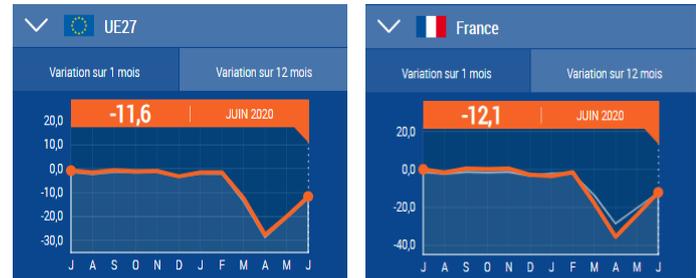
INDICATEURS ECONOMIQUES

Comparaison entre UE27, ZE19 et France (Source : Eurostat)

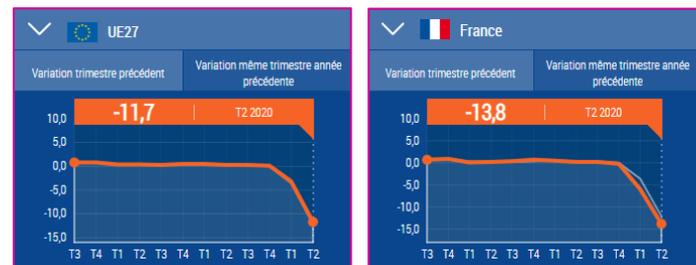
Taux de chômage, en % de la population active



Production industrielle, variation en % par rapport à juin 2019

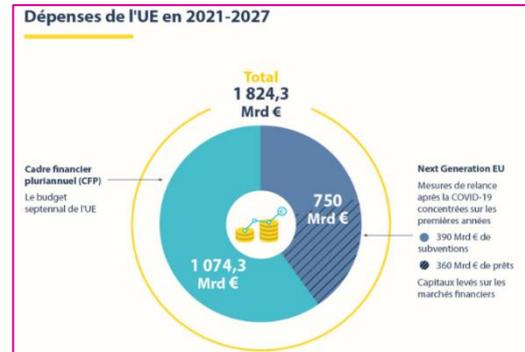


PIB, variation en % par rapport au premier trimestre du 2020



¹ Eurofound (2020), COVID-19: Policy responses across Europe, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

L'arrêt forcé de l'économie et des échanges commerciaux a mis en danger l'existence de milliers d'entreprises et les revenus de centaines de milliers de travailleurs (salariés et indépendants). Les principaux indicateurs économiques renvoient l'image d'une crise probablement plus dure que celle de 2008 et les perspectives de reprise restent incertaines en raison des difficultés à prévoir l'évolution de la pandémie. Selon les estimations de l'OIT, les heures travaillées dans le monde devraient baisser de 10,5% par rapport au quatrième trimestre de 2019 (équivalent à une perte de 305 millions d'emplois à temps plein)². En Europe, la Commission a revu les projections de croissance du PIB pour 2020. Elles sont passées de + 1,5% à -7,5% pour l'ensemble des pays européens mais avec des différences très marquées d'un pays à l'autre³. La France apparaît comme un des pays les plus touchés avec l'Italie et l'Espagne.



La réponse de l'Europe et des gouvernements

Face à cette nouvelle crise, l'UE et les États membres ont pris des mesures visant à en minimiser l'impact sur l'économie et l'emploi. Au-delà du soutien aux systèmes de santé et de coordination de la recherche scientifique, l'UE a mis en place des mesures extraordinaires. En mai, le Conseil Européen a adopté une première enveloppe de 540 milliards d'euros destinée à soutenir l'emploi et les travailleurs (à travers le SURE, un mécanisme de soutien temporaire pour atténuer les risques de chômage en situation d'urgence)⁴, les entreprises (la Banque Européenne d'Investissement a été dotée d'un nouveau fonds de garantie paneuropéen de 25 milliards d'euros, surtout destiné aux petites et moyennes entreprises)⁵ et les États membres (le Mécanisme européen de stabilité a ouvert une nouvelle ligne de crédit afin de fournir des prêts aux pays de la zone euro pour un montant total de 240 milliards d'EUR)⁶. En juillet, les leaders européens ont adopté le plan de relance Next Generation EU, avec un nouveau fonds de 750 milliards d'euros destiné à faire face à la crise. Ils se sont également accordés pour doter l'UE d'un budget à long terme de 1 074 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Ce budget soutiendra notamment les investissements dans les transitions numérique et verte. Avec ces dernières mesures, au total, le plan de relance global de l'UE s'élève à 2 364 milliards d'euros⁷. Depuis le début de la crise sanitaire, l'UE a également assoupli ses règles concernant les aides d'État ainsi que celles des politiques budgétaires pour faire face aux dépenses exceptionnelles liées à la crise, alors que la BCE a implémenté un programme d'achats de 1.350 milliards.

² OIT (2020), ILO Monitor: COVID-19 and the world of work, 3rd edition, 29 April 2020, International Labour Office, Geneva.

³ Commission Européenne (2020), Spring 2020 Economic Forecast, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_799.

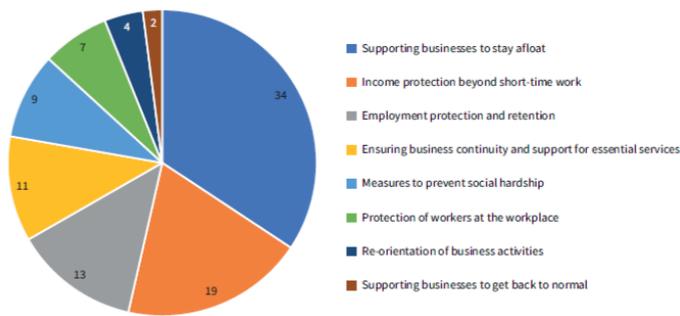
⁴ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/05/19/covid-19-council-reaches-political-agreement-on-temporary-support-to-mitigate-unemployment-risks-in-an-emergency-sure/>

⁵ <https://www.eib.org/fr/press/all/2020-126-eib-board-approves-eur-25-billion-pan-european-guarantee-fund-to-respond-to-covid-19-crisis.htm>

⁶ <https://www.esm.europa.eu/content/europe-response-corona-crisis>

⁷ <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/coronavirus/covid-19-economy/>

REPARTITIONS DES MESURES NATIONALES (Source : EuroFound)



Les mesures prises par les gouvernements nationaux ont été nombreuses, rapides et ont essayé de couvrir tous les types d'entreprises et de travailleurs, parfois en élargissant les catégories protégées. Ces mesures peuvent être réparties sur 3 grands axes : protection des citoyens (contre les risques d'exclusion sociale, comme par exemple l'accès aux soins de santé et les aides au logement) ; protection des travailleurs (mesures sanitaires, arrêt maladie, extension de l'assurance chômage à

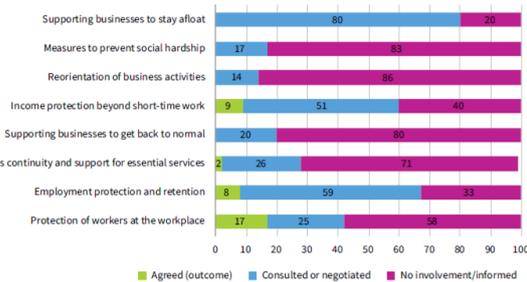
des nouvelles catégories, etc.) ; protection des entreprises (accès au crédit, report de paiements, etc.). Selon Eurofound, la grande majorité des interventions législatives a été dédiée au soutien économique des entreprises, au chômage partiel et la sauvegarde de l'emploi⁸.

Le rôle du dialogue social dans la gestion de la crise

L'agence européenne basée à Dublin a aussi enquêté sur l'implication des partenaires sociaux dans les décisions prises, qui se révèle très limitée, à en juger le graphique ci-joint. Le résultat n'est pas considéré comme satisfaisant par ces derniers.

IMPLICATION DES PARTENAIRES SOCIAUX DANS LA DEFINITION DES MESURES ANTI-COVID EN EUROPE (Source : EuroFound)

Figure 6: Involvement of social partners in the development of COVID-19 legislative policy responses, by category (%)



Si la plupart de ces actions ont pris la forme d'initiatives législatives (plus de 85%) – vraisemblablement à cause de la nécessité d'une validation parlementaire face à des mesures urgentes et exceptionnelles – le reste correspond à des conventions collectives et d'autres formes de dialogue social. L'aspect le plus problématique vient du fait que la moitié de ces initiatives recensées par Eurofound aurait été adoptées sans accord, ni implication des partenaires sociaux. En revanche,

l'agence européenne souligne que la négociation collective au niveau de l'entreprise joue un rôle primordial dans la gestion du chômage partiel⁹.

En dépit de ce manque d'implication, les partenaires sociaux à tous les niveaux se sont mobilisés afin d'endiguer les effets de la crise. Au niveau européen, dans presque tous les secteurs (industrie, service, commerce, services publics, spectacle, tourisme, aviation, agroalimentaire etc.), ils ont adopté des positions et demandes communes afin d'influencer les décisions des institutions de l'UE. Leurs initiatives visent la plupart du temps à assurer la sauvegarde des entreprises et de l'emploi. Au-delà des demandes de mise en place de mesures sanitaires strictes afin de pérenniser leurs activités, la majorité des positions communes demandent à reconnaître le caractère essentiel des secteurs, de garantir des aides ou de favoriser un accès au crédit, à des investissements, y compris dans la formation professionnelle des travailleurs pour s'adapter rapidement aux changements causés par la crise.

⁸ Eurofound (2020), COVID-19: Policy responses across Europe, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

⁹ Idem